

# ARR DICT 2024-643

DEPARTEMENT
VAUCLUSE
CANTON
L'ISLE SUR LA SORGUE
COMMUNE
L'ISLE SUR LA SORGUE

PG/LG/PP/CJ/AP/RV  
Direction Des Services Techniques  
Secteur Gestion du Domaine Public

Envoyé en préfecture le 30/10/2024

Reçu en préfecture le 30/10/2024

Publié le



REPUBLIQUE FRANCAISE ID : 084-218400547-20241028-ARRDICT2024643-AI

Liberté - Egalité - Fraternité

Mis en ligne le 30 octobre 2024

## ARRETE DU MAIRE

**OBJET :** OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC par un échafaudage sur un pied avec une autorisation temporaire de stationner sur une place au plus près du chantier sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : rue du Collège au droit du n° 2 pour des travaux de réfection de toiture.  
Du mardi 12 novembre 2024 au vendredi 22 novembre 2024.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

- VU** Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2, L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,
- VU** Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines des dispositions du dit code,
- VU** Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,
- VU** La décision DF 23-1242 du 20 décembre 2023 visée en préfecture le 21 décembre 2023 relative à l'instauration de tarifs communaux à partir de 1<sup>er</sup> janvier 2024,
- VU** La demande formulée par l'entreprise TOITURE Seigler Coste, chemin Saint Véran, 13660 Orgon, en date du 17 octobre 2024, instruite par le secteur Gestion du Domaine Public de la Direction des Services Techniques,
- VU** L'arrêté DAJ 2024-287 du 09 août 2024 visé en Préfecture le 12 août 2024 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7<sup>ème</sup> Adjoint au Maire,
- VU** L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010 portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,
- VU** L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,
- VU** L'avis favorable du Service Juridique
- CONSIDERANT** Qu'il convient d'autoriser une occupation du domaine public par un échafaudage sur un pied avec une autorisation temporaire de stationner sur une place au lieu-dit cité en objet, afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

## ARRETE

**ARTICLE 1**

Du mardi 12 novembre 2024 au vendredi 22 novembre 2024, une place sera autorisée au lieu-dit cité en objet pour permettre à l'entreprise TOITURE SEIGLER de procéder à des travaux de réfection de toiture.

**ARTICLE 2**

**Prescriptions spéciales :**

**ATTENTION : Le présent arrêté devra être affiché.**

La zone des travaux devra être sécurisée.

Un passage sécurisé sera mis en place pour les piétons.

Les projections issues du chantier seront limitées.

Les files ou écrans de protections seront déployés pour éviter toute projection sur le public.

Les abords du chantier devront être nettoyés à chaque départ de l'entreprise.

La chaussée devra être rendue à l'identique.

**ATTENTION : Les pétitionnaires à l'initiative des travaux seront en charge de la communication des riverains.**

**ARTICLE 3**

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise TOITURE SEIGLER qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise TOITURE SEIGLER sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

**ARTICLE 4**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h24 pendant toute la durée du chantier est Monsieur SEIGLER Alain Tél : 06.09.91.93.75.

**ARTICLE 5**

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

**ARTICLE 6**

L'occupation du domaine public autorisée par le présent arrêté donne lieu au paiement d'une redevance en application de l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Son montant est défini chaque année par une décision du Maire.

**ARTICLE 7**

**Les droits des tiers sont et demeurent préservés.**

**ARTICLE 8**

**Les accès aux propriétés seront préservés.**

**ARTICLE 9**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de la non observation du présent arrêté.

**ARTICLE 10**

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

**ARTICLE 11**

Monsieur l'Adjoint au Maire,

Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie,

Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,

sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté

Fait à ~~Hisle sur la Sorgue~~, le 28 octobre 2024,

L'Adjoint délégué à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,

M. Ludovic GERMAIN